

*Le bois d'oeuvre*

**Des voix:** D'accord.

[Traduction]

**M. Benno Friesen (secrétaire parlementaire de la secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, les États-Unis sont le bastion de la libre entreprise.

**M. Angus:** De quel siècle parlons-nous?

**M. Friesen:** Tout ça dépend de la définition que donne les Américains à la «libre entreprise». Nous avons plein d'exemples de la façon dont la définition de «libre entreprise» a été modifiée aux États-Unis.

Dans l'industrie agricole, s'ils manquent d'eau, ils font venir toute une armée d'ingénieurs. Ils nivellent le terrain et y amènent l'eau qui est gratuite pour les agriculteurs. Bien entendu, d'après eux, il ne s'agit pas d'une subvention. Les Américains eux peuvent le faire sans envoyer la facture aux agriculteurs.

Ces derniers peuvent alors produire à meilleur marché et expédier leurs produits au Canada. Bien entendu, il ne s'agit pas d'une subvention mais de libre entreprise. Je l'ai trop souvent observé à mon gré. Ils imposent des barrières non tarifaires à la frontière et autorisent tout simplement les camions à rester là immobilisés alors que le client attend son produit et que le marchand au Canada, n'en pouvant plus d'attendre sa marchandise, s'adresse à un autre fournisseur. Mais ils croient en la libre entreprise.

Ils ont des réserves foncières, ce qui réduit la superficie qu'ils peuvent cultiver, créant ainsi une sorte d'approvisionnement artificiel. Ils paient l'agriculteur afin qu'il garde ces terres en réserve, créant ainsi une pénurie artificielle qui leur permet de maintenir des prix élevés. Mais, il ne s'agit pas d'une subvention, oh que non! Ils s'en défendent bien! Voilà ce qu'est la libre entreprise aux États-Unis. Qui dit que les États-Unis sont des commerçants honnêtes?

Pour eux, la force prime le droit, et ils pensent qu'ils peuvent s'en tirer ainsi. Ils y arrivent très souvent, et cela les encourage dans leur attitude.

La question des mesures compensatoires en ce qui concerne le bois d'oeuvre résineux, qui affectent vraisemblablement le plus ma province, ne remonte pas à ces dernières années. Les Américains avaient eux-mêmes convenu qu'il ne s'agit pas d'une subvention. Elle remonte à plusieurs années, quand il était d'usage dans l'industrie forestière américaine de mettre aux enchères les terres à bois d'où provenaient leurs billes. À la fin des années 70, les entreprises américaines se livraient à une

spéculation acharnée pour obtenir les droits de coupe sur les sols forestiers et faisaient monter les coûts de ces droits à un montant qui dépassait nettement la valeur à laquelle ils étaient estimés, simplement parce qu'il y avait pénurie.

Ils connaissent la peur dans leur système de libre entreprise. Ils craignaient de subir une pénurie de bois de sciage, et les prix ont donc grimpé.

Entre la fin des années 70 et le début des années 80, le marché a connu une baisse soudaine, et les sociétés forestières ont fait des offres beaucoup trop élevées pour leurs droits de coupe, pour leur bois de sciage et pour leur approvisionnement. Elles ne pouvaient plus vendre, le marché était en plein marasme et elles ont des ennuis. En 1984, le Congrès américain a dû racheter pour 2,8 milliards de ces achats à un coût net de plus de 400 millions de dollars pour les contribuables. Il ne s'agit bien sûr pas d'une subvention. Quand les sociétés forestières américaines ont des ennuis et qu'elles se font sortir d'affaires par les contribuables américains, il ne s'agit pas de subventions. Cependant, un droit de coupe fondé sur un prix équitable, c'est une subvention.

Il y a une redéfinition du système d'économie libérale et de libre entreprise quand les Américains s'y mettent. Le problème remonte au milieu des années 70 lorsque les sociétés forestières faisaient des offres trop élevées qu'elles n'ont plus eu les moyens de payer dans le marché en plein marasme du début des années 80.

Cela continue jusqu'à maintenant. L'un des problèmes tient à l'approvisionnement en bois de sciage pour les entreprises américaines. Chose étrange, les Américains refusent d'exporter des billes hors des frontières de l'État ou du pays car ils ont besoin de tout le bois. Je ne les blâme pas. Ils ont besoin de tout le bois pour leur industrie.

Cependant, la même chose vaut pour le Canada et cela passe pour déloyal. Ils ont besoin de notre bois pour garder leurs scieries en activité. Il y a pénurie d'approvisionnement. C'est notamment à cause de la décision concernant la chouette tachetée aux États-Unis où des milliers de milles carrés de forêt font l'objet d'une interdiction d'exploitation. Les tribunaux américains y ont interdit l'exploitation forestière, et les sociétés forestières n'y ont pas accès. Elles ont donc besoin de bois. Si elles ne peuvent avoir accès à leurs forêts, elles veulent avoir accès aux nôtres. Si elles n'exportent pas de billes, c'est bien, mais si nous n'en exportons pas, c'est mal.

L'ennui avec le système américain de libre entreprise, c'est que lorsque les Américains ne peuvent pas battre leur concurrent, ils l'assomment.